

Brésil : qui défend les intérêts des travailleurs et travailleuses ?

Le gouvernement brésilien est embourbé dans les scandales de corruption ; illustration de la bassesse dans laquelle est tombé le PT : la présidente Rousseff a nommé l'ex-président Lula à un poste qui lui assure une immunité momentanée. La pitoyable fin de mandat du PT et de ses alliés fait bien évidemment le jeu de la Droite brésilienne, y compris des forces les plus réactionnaires, des anciens partisans et acteurs de la dictature. Ce sont ces dernières qui ont organisé les manifestations de ces dernières semaines, plus importantes que les rassemblements de soutien au gouvernement (auxquels la CUT appelait, même si plusieurs de secteurs de cette confédération n'ont pas marché dans la combine)

Plus que jamais, il y a besoin d'un mouvement syndical et populaire qui affiche son autonomie : ni courroie de transmission d'un parti qui, faute de volonté de rupture avec le système en place s'y est empêtré totalement, ni soutien à celles et ceux qui ne rêvent que de s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs et travailleuses, aux droits élémentaires (santé, éducation, logement, transport,...) du plus grand nombre.

Le 1^{er} avril, CSP-Conlutas et l'Espace d'Action Unitaire organisent des manifestations, rassemblements, et autres initiatives dans 16 Etats du Brésil : un moment fort dans la construction d'une grève générale à laquelle travaillent les camarades. www.cspconlutas.org.br



Appel international : pour le droit à la santé, partout et pour tous et toutes !

Le 7 avril, chaque année, est la date de la journée mondiale de la Santé. Cette année, elle donnera lieu à une mobilisation internationale coordonnée sur plusieurs continents, des professionnels, usagers, assurés sociaux sous une forme adaptée à chaque pays ou chaque région pour défendre l'accès aux soins gratuits et à une protection sociale universelle. En Europe, cette journée est mise en œuvre par le « réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale ». Elle sera l'occasion d'une réponse coordonnée pour la défense de la santé, de l'action sociale et de la protection sociale, face aux appétits des multinationales, face aux plans d'austérités concertés en Europe, face à une destruction annoncée des services publics. Ce sera le cas en Grande Bretagne avec «Keep our NHS Public», en Belgique avec la « plateforme santé solidarité», dans l'Etat Espagnol avec le puissant mouvement de la «marea blanca» qui consiste à agir partout le même jour de façon coordonnée, en Grèce avec les réseaux des «centres de santé autogérés», en France avec le collectif « Notre santé en danger ».



Un tract international du Réseau est disponible.

Le droit à la santé et à la protection sociale est un droit fondamental. Le capitalisme s'y oppose, car sa priorité est de défendre les énormes profits d'une petite minorité, fut-ce au détriment de la santé de tous et toutes. Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes défendent le droit à la santé et à la protection pour tous et toutes, partout dans le monde ; elles soutiennent les initiatives unitaires qui ont lieu le 7 avril. www.solidaires.org/-A-I-international-

Autogestion, contrôle ouvrier : échangeons, débattons, créons...

L'Union syndicale Solidaires était présente l'été dernier à la rencontre internationale de « l'économie des travailleurs », au Venezuela ; nous étions également, en janvier 2014, à la première rencontre européenne qui s'était tenue chez les Fralib. Ce réseau travaille autour des concepts et pratiques d'autogestion, de contrôle ouvrier, de récupération d'entreprises par les travailleurs et les travailleuses. Il est naturel et nécessaire que nous participions à la réussite de la **deuxième rencontre régionale Europe et Méditerranée, qui se tiendra du 28 au 30 octobre, à l'usine autogérée VIOME** (Thessalonique).

Honduras : l'Etat est responsable des assassinats de militant-es



Le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base tient à exprimer sa solidarité aux peuples du Honduras et à ses organisations en lutte, notamment au COPINH (Conseil civique des organisations populaires et indigènes du Honduras) où militait Berta Caceres.

La camarade Berta Caceres a été assassinée le 3 mars 2016. Le 15 de ce même mois, un autre camarade du COPINH, Nelson Noé Garcia, a été également tué. Tous les deux ont été frappés par des hommes armés. Le même jour, Christian Mauricio Alegria, militant de Via Campesina, a été l'objet de tirs devant le local de son organisation à Tegucigalpa. Il a été blessé. Il importe de signaler aussi l'emprisonnement jusqu'à ce jour de Gustavo Castro, témoin direct de l'assassinat de Berta Caceres.



Berta Caceres avait dénoncé quelques jours avant sa mort les menaces qui pesaient sur les camarades et sur elle-même et les liens qui unissaient les appareils étatiques légaux et les assassins à la solde de groupes du capitalisme transnational qui pillent et oppriment le Honduras.

Dans son communiqué du 15 mars 2016, le COPINH a mis l'accent sur l'assassinat de trois autres personnes dans la même région de La Esperanza, où Berta Caceres a été tuée. Ces personnes défendaient leur territoire. Tout comme Berta, l'Etat leur avait promis protection. Dans le cas de Nelson Garcia, l'assassinat est intervenu durant une importante opération policière et militaire destinée à détruire un village.

Nous dénonçons l'action systématique de bandes armées contre les organisations paysannes, sociales, féministes, de défense de l'environnement et de travailleurs/euses. L'Etat hondurien couvre ces opérations ou en tout cas ne fait rien d'effectif contre elle. Il encourage la politique de pillage du pays. Il réprime lui-même le mouvement populaire. Au côté du mouvement populaire, nous exigeons la justice et la fin de la criminalisation de la lutte sociale au Honduras. Nous exigeons la vie et la liberté pour Gustavo Castro. Comme les organisations populaires du Honduras, nous demandons l'intervention d'organismes internationaux et spécialement de la Commission interaméricaine de droits humains pour garantir une enquête efficace et l'identification des responsables. La lutte contre le mouvement populaire doit être dénoncée dans toute son envergure, avec la persécution systématique, les agressions et la criminalisation qui sont monnaie courante au Honduras. Nous réclamons également que le Haut-commissaire des Nations Unies et le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseur-e-s des droits humains interviennent dans la recherche de la vérité sur la situation de répression et sur l'assassinat de tou-ttes les militant-e-s.

www.copin honduras.blogspot.fr www.copin.hk

Algérie : les syndicalistes autonomes arrêtés, tabassés...

Le 22 mars, une nouvelle fois, la police a encerclé la maison des syndicats à Bab-Ezouar (siège du SNAPAP et de la CGATA). Une quarantaine d'enseignants a été arrêtée, d'autres ont été retenus à l'intérieur. Les policiers ont également interdit aux journalistes de rentrer à la maison des syndicats. D'autre part, les forces de sécurité ont arrêté plusieurs enseignant-es dans différents endroits à Alger. **Les forces de sécurité sont intervenues violemment contre les enseignant-es protestataires pacifiques qui sont venus de toutes les régions du pays pour demander une simple intégration dans des postes permanent et décents.** La veille, la police avait tabassé et arrêté des centaines d'enseignant-es, causant des blessures graves et des malaises à plusieurs d'entre eux.

La Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (CGATA) et le SNAPAP dénoncent fermement cette répression, qui montre que le pouvoir algérien redouble de férocité, en contradiction avec ses propos autour de la réforme constitutionnelle. Les autorités algériennes violent toujours la constitution, les lois en vigueur en Algérie et les conventions internationales ratifiées par l'Algérie. Déterminés à rester solidaires avec les enseignant-es contractuel-les, à les aider et les soutenir dans leurs revendications légitimes, la CGATA et le SNAPAP interpellent l'opinion publique nationale et internationale à montrer plus de solidarité et d'engagement vis-à-vis du mouvement syndical autonome opprimé en Algérie.

Le dossier de notre numéro 10 de la revue internationale est consacré à l'Algérie : L'Algérie d'aujourd'hui, chronique d'une ignorance savamment entretenue – L'importance des syndicats autonomes dans le combat pour la démocratie – Les luttes du syndicalisme autonome face à la répression incessante – Pétrole et gaz, la malédiction algérienne ? – Chronologie de l'Algérie contemporaine. Et en supplément un panorama du mouvement syndical canadien.

www.solidaires.org/Solidaires-international-revue-no-10

Barcelone, Saragosse : transports en grève !

Réseau syndical international de solidarité et de lutte : Barcelone, Saragosse, nous sommes aux côtés des travailleurs et des travailleuses.

A Barcelone, la municipalité s'attaque au droit de grève. Alors que les travailleurs et les travailleuses des Bus et Métro de Barcelone, avec leur comité de grève avaient décidé d'agir collectivement, la municipalité s'est rangée du côté des patrons : la Mairie a fait pression sur les grévistes et imposé un scandaleux service minimum antigrève ! Au-delà de l'attaque contre cette grève et les grévistes, ces procédés révèlent un antisyndicalisme, une nouvelle offensive envers le droit de grève. D'ailleurs, les patrons espagnols ont de suite renchéri, s'appuyant sur l'attitude de la Municipalité de Barcelone pour demander encore plus de restrictions aux libertés syndicales.



A Saragosse, les travailleurs et les travailleuses des autobus (AUZSA) sont en grève depuis des semaines ; et depuis des semaines, la municipalité de Saragosse refuse de satisfaire les revendications de grévistes. L'entreprise publique de transport urbain, non seulement utilise pleinement les possibilités offertes aux patrons par les lois qui détruisent les droits des travailleurs et des travailleuses, mais elle n'applique même pas les accords qu'elle a elle-même signés. C'est ainsi que, par exemple, les salaires de 2016 sont ceux de 2012 ! Bien d'autres motifs expliquent le mouvement de grève qui dure maintenant depuis des semaines.

www.laboursolidarity.org

A Barcelone comme à Saragosse, celles et ceux qui gèrent les institutions municipales en refusant de rompre avec le système en place font le choix de l'accompagner et de s'opposer aux luttes que les travailleurs et les travailleuses mènent.

A Barcelone comme à Saragosse, les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent les grévistes des transports publics ; c'est bien l'action directe des travailleurs et des travailleuses qui permet des avancées sociales.

Turquie : des nouvelles de nos camarades de Renault Bursa

Dans la suite de la délégation qui s'était rendue en Turquie mi-novembre, nous avons rencontré, à l'occasion de leur venue à Paris, Ozkan Atar (secrétaire général) et Eyup Ozer (relations internationales) du syndicat Birlesik Metall-Is. Affilié à DISK, ce syndicat est implanté dans 130 entreprises et représente environ 40 000 syndiqué-es.

La direction de Renault Bursa a annulé la tenue des élections qui devaient avoir lieu fin février. Celles-ci devaient permettre d'élire des représentants reconnus par la direction pour entamer notamment des négociations salariales. Le syndicat jaune Tukmetall discrédité et rejeté par les salarié-es depuis les grèves de l'année dernière serait intervenu auprès du gouvernement d'Erdogan pour empêcher ces élections, au prétexte qu'elles seraient illégales car il est le seul syndicat représentatif jusqu'en 2017. Les camarades de Birlesik Metall-Is, avec les salarié-es, ont protesté dans et à l'extérieur de l'usine. Ces mouvements ont subi une répression féroce notamment de la part de la police. **55 personnes ont été licenciées et environ 250 interdites d'entrée dans l'usine.** La direction leur fait du chantage : Soit elles acceptent un départ « volontaire » avec un petit pécule (« package » [sic]), soit elles seront licenciées sans indemnités. **Suite à la dernière manifestation devant l'usine, de nombreuses arrestations ont eu lieu et se poursuivent encore actuellement. 26 salariés sont déjà passés au tribunal « criminel » [sic]. La police stationne en permanence devant l'usine.**

Les petits chefs font pressions sur les salarié-es pour qu'ils et elles quittent le syndicat ; ils essaient de les acheter en faisant miroiter des primes si la production augmente ; toutefois les objectifs fixés par la direction, ne peuvent être atteints que si les ouvrier-es bossent les week-ends. En Turquie, les salarié-es de l'automobile suivent attentivement ce qui se passe chez Renault Bursa (symbole des luttes dans ce secteur) car tout ce qui y est obtenu peut être appliqué dans les autres sociétés. Toutefois suite à la violente répression, les salarié-es des sociétés situées dans la région de Bursa ne bougent pas car ils ont peur. Cette répression violente n'est pas due au hasard.



Le syndicat Birlesik-Is devenait l'exemple du syndicalisme indépendant et combatif au moment où vont s'ouvrir dans l'industrie automobile très implanté à Bursa et dans le reste du pays (Fiat, Ford, Toyota, Hyundai et les sous-traitants) des négociations salariales. Les multinationales veulent contrôler l'évolution des salaires et le gouvernement d'Erdogan a peur d'une contestation ouvrière et sociale alors qu'il mène une guerre contre les kurdes et restreint toujours plus les libertés démocratiques. La solidarité internationale est vitale, à la fois pour dénoncer et rendre publique la situation et pour aider les salarié-es en lutte et/ou victimes de la répression. Très modestement, nous avons confirmé l'envoi de 500 € de SUD Renault Guyancourt et 1 000 € de Solidaires. Nous avons convenu d'organiser une rencontre vers fin mai /début juin au Technocentre Renault à Guyancourt.

www.solidaires.org/Bulletin-international-no-88-Novembre-2015

Formation syndicale : zapatistes, autonomie, anticapitalisme

La commission internationale organise les 10 et 11 juin une session de formation « les zapatistes, la construction de l'autonomie, les luttes anticapitalistes ». Elle sera animée par des camarades qui se sont rendu-es sur place plusieurs fois et assurent le lien entre notre organisation et le mouvement zapatiste.

Grèce : une caravane de solidarité avec les dispensaires autogérés

Des collectifs de 21 villes se sont retrouvés le 21 février pour discuter d'une initiative commune de **caravane traversant les villes françaises à l'automne prochain pour récolter du matériel médical à destination des dispensaires grecs**. Ce sera l'occasion de discuter une nouvelle fois de la situation dans ce pays en en Europe, des politiques d'austérité et de la situation des migrant-es pour lesquels les dispensaires sont un soutien essentiel.

Egypte : vérité sur l'assassinat de Giulio Regeni, halte à la répression



Solidaires a lancé un appel avec un groupe de jeunes travailleurs égyptiens de Paris. Nous interpellons les autorités égyptiennes sur la situation de répression dans le pays et sur le cas de **Giulio, jeune chercheur italien qui travaillait sur le syndicalisme indépendant en Egypte, retrouvé torturé à mort au Caire en février**. L'appel a été signé par plusieurs syndicats, associations et organisations politiques et continue à circuler. Les Etats européens dont la France persistent à fournir à l'Egypte du matériel militaire et des moyens qui sont utilisés contre le peuple. La banderole déployée à Paris disait : la révolution continue...

Syrie : 5 ans après, le peuple veut toujours la chute du régime

« 5 ans après le début, la révolution continue, le peuple veut toujours la chute du régime », tel était le titre de l'appel lancé par le collectif Avec la Révolution Syrienne, dont l'Union syndicale Solidaires, pour un rassemblement qui s'est tenu le 12 mars

Mettant à profit la fragile trêve, le peuple syrien est à nouveau descendu dans la rue ! Malgré les années de massacre du régime de Bachar al Assad et ses alliés, malgré les emprisonnements massifs, les tortures qui visent adultes comme enfants, malgré le siège de nombreuses villes qui visent à les affamer, malgré le cancer qu'est l'Etat Islamique/Daesh, le peuple syrien est debout et continue de descendre dans la rue ! Ainsi le vendredi 4 mars, plus de 100 manifestations ont été dénombrées. Parmi les divers slogans, on pouvait lire : « Le peuple syrien veut la liberté », « Révolution pour la dignité et la liberté », « Le peuple syrien est un et uni » ; « la mort plutôt que l'humiliation », « le peuple veut la chute du régime »... Toujours. Quel meilleur démenti pour tous ceux qui niaient, et nient encore, la puissance des aspirations à un changement démocratique en Syrie, la puissance du mouvement de masse démocratique qui s'est levé il y a 5 ans dans ce pays ? La révolution continue !

Mais dans certaines localités les bombardements et les exactions contre la résistance syrienne se poursuivent. Il faut ainsi continuer à exiger l'arrêt de tous les bombardements dont sont victimes les populations syriennes, ceux du régime d'abord et de ses alliés russes et iraniens, et aussi ceux de la coalition emmenée par les États-Unis et la France, lesquels donnent argument aux russes pour justifier les leurs, et qui renforcent la propagande djihadiste. Cette trêve, d'autant plus fragile qu'elle masque les desseins d'un régime bien décidé à reprendre totalement la main par tous les moyens possibles, n'offre pas une solution durable.

Alors que les grandes puissances cherchent à imposer, via l'ONU notamment, leur vision de la résolution du conflit en Syrie, seules les forces populaires et démocratiques sont à même d'apporter une solution politique de paix à la situation tragique actuelle. De ce point de vue il faut en appeler à la nécessaire convergence entre les forces arabes et kurdes qui sont en lutte contre les pouvoirs qui les oppriment, en Syrie, en Irak et en Turquie...



C'est au peuple syrien de décider de son propre avenir et de définir les formes de soutien qui lui semblent nécessaires, soutien que les prétendus « amis de la Syrie » ont totalement dévoyé. Il faut ouvrir les frontières et accueillir dans des conditions décentes les populations qui fuient la guerre. Cela, seule la solidarité internationale, la mobilisation la plus large des sociétés civiles, pourra l'imposer. Arrêt immédiat des bombardements ! Halte à l'encerclement et au siège d'Alep et d'autres villes de Syrie ! Mobilisation internationale pour l'aide humanitaire et l'accueil des réfugiés ! Affirmons notre solidarité avec le peuple syrien, confronté au régime de Bachar Al-Assad et à Daech. www.aveclarevolutionesyrienne.blogspot.com